LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

AVRIL 1976

LE PORTUGAL ENTRE DEUX CHAISES

Les effets de la crise générale du capitalisme ne se font pas sentir uniquement dans les pays développés, qui se maintiennent encore tant bien que mal dans leurs structures ; ils ont déjà eu une action en profondeur dans des pays "périphériques", comme le Chili ou le Portugal. C'est de ce point de vue qu'il est intéressant d'analyser les évènements récents qui ont marqué ce que certains ont appelé "la révolution portugaise". En tentant de mettre l'évolution des forces en présence depuis le coup d'Etat d'avril 1974 en relation avec la structure de l'économie du Portugal, nous donnerons son prolongement à un texte déjà ancien (1), qui faisait ressortir la convergence d'un certain nombre de facteurs bloquant le développement du capitalisme de ce pays : épuisement des réserves de main d'oeuvre par l'émigration ; faible productivité de l'agriculture à cause de sa structure arriérée ; poids des dépenses militaires entraînées par la guerre coloniale - trois handicaps de taille, dans le contexte de la crise internationale.

En réaction, le coup d'Etat a amené l'effondrement de toute une structure politique, trop archaïque pour répondre à la situation. Mais il n'a pas pour autant ouvert de nouvelles possibilités de développement : si l'obstacle intérieur a en partie sauté, l'obstacle extérieur est en effet plus que jamais présent. Dans ces conditions, la situation de classe s'est modifiée, mais pas au point de définir des issues très originales. C'est en la plaçant ainsi dans son contexte que nous chercherons à préciser le sens et les limites de l'activité prolétarienne au Portugal.

(1) Problèmes du développement capitaliste au Portugal - Lutte de Classe décembre 1972.

1 - LA SITUATION INTERNATIONALE DU CAPITALISME PORTUGAIS

Le Portugal, par bien des côtés, apparaît sous-développé : pays largement rural, fournisseur d'une main-d'oeuvre à bon marché (principalement ouvriers agricoles et petits paysans ruinés par la baisse des prix agricoles) pour les pays avancés. Mais, situé sur le plan mondial, ce sous-développement apparaît relatif et, par certains de ses aspects, original.

Critères du sous-développement

Certes, il n'est pas de critère unique et précis permettant de classer les pays en développés et sous-développés. Ce n'est que par l'examen d'un ensemble de caractéristiques que l'on peut établir qu'un pays se situe, économiquement, plus près des Etats-Unis que de l'Inde, par exemple. Parmi ces caractéristiques, la production brute par tête d'habitant est déjà révélatrice (voir Tableau 1).

On constate en effet que le Portugal occupe une position intermédiaire, à mi-chemin entre la Turquie et l'Espagne, à peu près au niveau latino-américain.

TABLEAU 1

PRODUCTION BRUTE PAR TETE D'HABITANT EN 1970 (en dollars)

Moyenne des pays développés	2790	PORTUGAL	640
GRECE	1060	AMERIQUE LATINE (moyenne)	530
ESPAGNE	960	TURQUIE	360
CHILI	794	INDE	96
MEXIQUE	662	Moyenne des pays sous-développés	210

Second critère révélateur : la répartition de la population entre les différents secteurs d'activité (voir Tableau 2). Si la fraction de la population employée dans l'agriculture est encore très forte (plus du double par rapport à la moyenne des pays de l'O C D E), elle est inférieure à la fraction employée dans l'industrie. Là encore, le Portugal occupe une position moyenne, en avance par rapport à la Grèce et surtout à la Turquie, mais nettement en retard sur le reste de l'Europe (1). Ainsi, la part de l'industrie au Portugal se rapproche de la moyenne des pays développés, tandis que celle de l'agriculture demeure encore nettement excessive. Les "autres" secteurs, correspondant essentiellement à des activités improductives, sont nettement moins importants que dans les pays avancés, sans que l'on puisse du reste tirer de cette constatation, prise isolément, des conclusions quant au degré de développement du Portugal (2).

(1) La situation est analogue en Espagne, quoique plus avancée qu'au Portugal.

(2) Certains pays très arriérés présentent en effet une nette hypertrophie du secteur improductif, qui n'est nullement chez eux un indice de "développement". Inversement, dans un pays comme l'Allemagne, ce secteur est relativement peu important.

TABLEAU 2

REPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE (en %) - 1973					
	O.C.D.E. (moyenne)	ESPAGNE	PORTUGAL	GRECE (a)	TURQUIE
AGRICULTURE	12,5	26,5	28,8	37,3	53,4
INDUSTRIE	36,4	38,0	33,8	24,6	15,1
AUTRES	51,1	35,5	37,4	38,1	21,4

(a) 1971

Si l'on considère maintenant la contribution de l'un et l'autre secteurs au Produit National Brut, on s'aperçoit que l'agriculture, avec 29 % de la population, crée une valeur ajoutée qui ne dépasse guère 15 % du total, tandis que les 34 % de la population employés dans l'industrie y contribuent pour 43 % (1). Ces chiffres confirment que l'agriculture demeure un secteur particulièrement arriéré, mais que la place de l'industrie, en revanche, est loin d'être négligeable, aussi bien pour la main d'oeuvre employée que pour la production. Toutefois, l'un et l'autre secteurs sont loin d'être homogènes.

L'agriculture L'arriération générale de l'agriculture portugaise se marque de manière spectaculaire dans les rendements à l'hectare, sensiblement plus bas qu'en Espagne et inférieurs de moitié, voire des deux tiers, à la moyenne de l'Europe occidentale (cf. Tableau 3)

TABLEAU 3

RENDEMENTS DANS L'AGRICULTURE (1971) (en quintaux par hectare)			
	PORTUGAL	ESPAGNE	Ensemble de l'Europe occidentale
Blé	12,6	14,9	29,7
Maïs	12,7	36,0	39,4
Pommes de terre	93,4	135,8	211,4

Compte tenu de l'importance de la population agricole, il est clair que pour le rendement par tête, le décalage entre le Portugal et les pays voisins serait encore plus considérable. Cette faible productivité est évidemment une conséquence directe de l'indigence des moyens de production : en proportion de la superficie cultivée, le nombre des tracteurs est approximativement égal à la moitié de celui de l'Espagne, au huitième de la moyenne européenne ; quant à l'utilisation des engrais, elle est de 4 à 25 fois moins importante que dans l'ensemble de l'Europe occidentale, et encore très sensiblement plus faible qu'en Espagne (cf. Tableau 4). Ajoutons que, dans ce pays dont une grande partie ne bénéficie pas de pluies suffisantes, la superficie irriguée ne correspond qu'à 15 % environ des terres arables.

...

(1) En Espagne, les chiffres correspondants sont de 13 et 35 %

TABLEAU 4

MOYENS DE PRODUCTION DANS L'AGRICULTURE (1971)

	PORTUGAL	ESPAGNE	Ensemble de l'Europe Occ.
Tracteurs (a)	7,3	13,7	61,1
Engrais azotés (b)	20,7	32,3	79,3
Engrais phosphatés (b)	7,8	22,6	65,4
Engrais potassiques (b)	2,0	12,7	57,2

(a) Nombre pour 1000 ha de terres arables
(b) Consommation en kg par ha de terres arables

Mais si en outre une grande partie des terres cultivables reste en friche, la responsabilité n'en incombe ni aux conditions naturelles, ni même à la pénurie des moyens de production, mais aux structures agraires. On constate en effet que, jusqu'au 25 avril, plus de la moitié des terres cultivables appartenaient à environ 1 % des propriétaires. Concentrés surtout dans le sud du pays, ces immenses domaines représentaient une des formes classiques de l'arriération dans le secteur agricole : le latifundium, grande propriété faiblement capitalisée et exploitée soit en faire-valoir direct (avec des salariés, mais relativement peu de matériel), soit en fermage ou métayage, dans des conditions encore semi-féodales. Vivant grassement de la rente foncière, investissant fort peu, les latifundistes n'étaient pas poussés à intensifier l'exploitation de leurs domaines, dont ils pouvaient se permettre de réserver de vastes étendues aux délices de la chasse.

Le nord du Portugal, par contre, était depuis la réforme agraire de la première moitié du 19ème siècle une région de petits propriétaires exploitant à l'aide de leur seule force de travail des parcelles que le surpeuplement rendait de plus en plus minuscules, et donc de moins en moins viables économiquement. Ni l'un ni l'autre type d'agriculture ne pouvait servir d'appui au développement du capital industriel ; en outre, comme on le verra plus loin (cf la 3ème partie) la coexistence de deux agricultures, archaïques de manière différente, compliquait singulièrement toute tentative de modernisation de l'économie portugaise.

L'industrie L'industrie, de son côté, présente des disparités d'un autre genre. Si on la subdivise en deux secteurs, dont l'un regroupe essentiellement les entreprises de type "archaïque" (appartenant aux industries alimentaires et textiles, à celles du bois et à diverses industries produisant surtout des articles de consommation) tandis que le second comprend les industries chimique et métallurgique, ainsi que celles du papier et des produits minéraux, où fonctionnent des entreprises de type "moderne", on constate que le premier secteur emploie environ 60 % de la main-d'oeuvre industrielle totale et le second 40 %, tandis que les proportions sont inversées pour la valeur ajoutée à la production (cf. Tableau 5).

...

Non seulement ces chiffres confirment que le second secteur présente une productivité (valeur ajoutée par tête) nettement supérieure à celle du premier - réflétant sans aucun doute, au moins en partie, une composition du capital beaucoup plus élevée - mais ils montrent que, par leur poids économique global, les deux secteurs s'équilibrent à peu près, ce qui une fois de plus place le Portugal en situation intermédiaire entre les pays développés et sous-développés : le secteur "archaïque" étant beaucoup plus important que dans les premiers, et le secteur "moderne" nettement plus étendu que dans les seconds. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette particularité, d'une importance décisive pour le déroulement de la lutte des classes au Portugal.

TABLEAU 5

STRUCTURE DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE (1973)

	Salariés (a)	Valeur ajoutée (a)	Valeur ajoutée par tête (b)
Industries alimentaires, textiles, bois et divers	61	42	0,68
Industries du papier,, chimique, métallurgie et minéraux	39	58	1,48

(a) En pourcentage du total pour l'industrie manufacturière
(b) Rapport à la moyenne pour l'industrie manufacturière

Concrètement, cette structure de l'industrie portugaise se traduit par l'existence, au milieu d'une poussière d'entreprises familiales, de quelques groupes industriels de taille "européenne", les uns contrôlés par le capital étranger , les autres purement ou essentiellement portugais, comme C.U.F. ou Champalimaud. Jusqu'au 25 avril, les divergences d'intérêts croissantes entre les deux types de capitaux étaient littéralement étouffées - à l'avantage du capital le plus archaïque - par la superstructure politique salazariste, véritable front unique des éléments les plus rétrogrades de la société portugaise.

Dans ce front, aux côtés des latifundistes et des petits patrons, le capital financier et colonial tenait une place de choix. Spécialisées dans la gestion de la rente foncière et coloniale, les banques n'étaient que faiblement intéressées au développement d'une industrie moderne, et fortement intéressées par contre au maintien du statu quo, que ce soit dans l'agriculture ou dans les territoires d'outre-mer. Les couches parasitaires de la bourgeoisie se liguaient donc pour faire obstacle à l'accumulation, aussi bien en lui soustrayant une partie de la plus-value - convertie en rente - qu'en s'opposant aux conditions matérielles de la modernisation : réforme agraire et décolonisation (1).

...

(1) En l'absence des dépenses entraînées par la guerre coloniale, le taux d'accroissement du P N B portugais aurait pu être sensiblement augmenté, résorbant du même coup le chômage et une bonne partie de l'émigration (cf Lutte de Classe, décembre 1972)

Relations avec le marché mondial

Mais le développement d'un capital national n'est possible que dans les limites que lui assignent ses relations avec le marché mondial (1), et cela vaut doublement pour le capital portugais, dont la dépendance vis-à-vis de l'étranger est particulièrement marquée, que ce soit pour l'accumulation ou même pour la reproduction de sa force de travail.

En effet, non seulement les importations de marchandises dépassent au total largement les exportations, mais le déficit est fortement concentré dans les branches d'activité les plus modernes et les plus directement liées à l'accumulation (chimie, métallurgie, construction mécanique et électrique), où l'apport de source étrangère est largement du même ordre de grandeur que la valeur ajoutée par l'industrie portugaise (cf Tableau 6). Dans la branche agricole et alimentaire, d'autre part, non seulement le Portugal est importateur net pour des montants considérables, mais alors que les importations sont très diversifiées, les exportations se composent, pour l'essentiel, de vin et de conserves de poisson ou de légumes (tomates notamment), qui à coup sûr ne suffiraient pas pour assurer la subsistance de la population.

TABLEAU 6

PRODUCTION ET COMMERCE EXTERIEUR (1973)
(milliards d'escudos)

	Valeur ajoutée au Portugal	Importations (valeur totale)	Exportations (valeur totale)
Agriculture et industries alimentaires	43,4	11,5	8,1
Produits forestiers et industries du bois	10,7	0,9	2,3
Produits minéraux	1,2	4,7	1,1
Textiles	16,9	9,0	12,9
Produits chimiques	10,4	9,1	3,0
Métallurgie	4,1	6,5	1,7
Construction mécanique et électrique	24,7	23,2	5,9
Industries diverses	14,0	3,2	9,9
TOTAL (a)	125,3	73,2	44,8

(a) Non compris la production de gaz et d'électricité, ainsi que le bâtiment, pour lequel il n'existe pas de commerce international. La valeur ajoutée dans ces industries s'élevait en 1973 à 22 milliards d'escudos.

(1) De cette constation d'évidence, les modernes héritiers de LUXEMBOURG ont conclu qu'à notre époque (qui serait celle de la décadence du capitalisme) aucun développement d'un capital national n'était plus possible. Il est naturellement commode de se débarrasser par un acte de foi de la nécessité de procéder à de difficiles analyses. Le seul ennui est que cette méthode ne permet pas de rendre compte de la réalité, qui nous a fait assister, en plein 20ème siècle, au développement impétueux du capital japonais ou espagnol, pour ne pas parler du capital russe qui, sans doute en raison de ses origines "prolétariennes", avait dû bénéficier d'une dispense exceptionnelle de décadence.

Dans les branches archaïques, par contre (industries du bois et textiles) apparaît une dépendance tout aussi étroite mais de sens inverse, une forte proportion de la production portugaise étant écoulée à l'étranger. C'est dire que les possibilités d'accumulation du capital portugais seront directement conditionnées par la situation du capitalisme mondial.

Vers une rupture d'équilibre

On a montré ailleurs (1) comment le déplacement des rapports de force au sein de la bourgeoisie portugaise avait permis à celle-ci de procéder à une certaine accumulation au cours des dernières années du boom international de l'après-guerre. Cette accumulation (fortement épaulée par les entrées de capitaux étrangers) avait pour effet de renforcer le secteur "moderne" de la bourgeoisie, non sans créer d'autre part d'importantes distorsions. Entre 1961 et 1973, la population agricole diminuait de plus du tiers, tandis que celle des autres secteurs s'accroissait notablement (cf. Tableau 7) : la base d'extraction de la plus-value s'en trouvait élargie, la productivité du travail étant sensiblement plus élevée en dehors de l'agriculture (2).

TABLEAU 7

POPULATION ACTIVE AU PORTUGAL (en milliers)

	1961	1973
1 - Agriculture		
Salariés	840	431
Non salariés	561	464
TOTAL	1401	895
2 - Autres secteurs		
Salariés	1606	1918
Non salariés	299	296
TOTAL	1905	2214
TOTAL (1 + 2)	3306	3109

...

(1) Lutte de Classe, décembre 1972

(2) On notera toutefois qu'au total la population active diminue, le secteur non agricole étant incapable d'absorber toute la main-d'oeuvre expulsée de l'agriculture, sans même parler de l'accroissement naturel de la population d'âge à travailler. C'est donc l'émigration qui s'est chargée de l'excédent de population. En outre, l'exode rural ne contribue que faiblement à résoudre le problème des structures agraires, car c'est surtout l'effectif des salariés qui diminue, celui des propriétaires exploitants subissant une réduction bien moindre.

La rupture d'équilibre qu'impliquait cette évolution devait être précipitée par les prodromes de la crise générale du capitalisme mondial, qui en se combinant avec les faiblesses structurelles du capital portugais frappaient celui-ci de plein fouet dès le début des années 1970. Echappant au corset salazariste, les classes et fractions de classe qui composent la société portugaise allaient dès lors s'affronter violemment à la recherche d'un nouvel équilibre.

II - LES MODIFICATIONS DE LA SITUATION DE CLASSE

L'armée

Les modifications intervenues au sein du capitalisme portugais n'avaient pas manqué de se traduire par un changement de la composition sociale de l'armée. Au début de 1974, 60 % des jeunes officiers et sous-officiers sont issus du contingent. Ces jeunes cadres - qui sont souvent d'anciens étudiants politisés - entrent en conflit avec la caste des officiers de carrière et sont amenés à mettre en question, au-delà de la guerre coloniale, le régime lui-même et les forces sociales dont il exprime la domination. C'est ainsi que l'armée a pu devenir le porte-parole et l'instrument des secteurs modernes de l'industrie aspirant à se développer (1). La défection de l'armée est du reste activement encouragée par certains groupes capitalistes, tel Champalimaud, qui finance le coup d'Etat du 25 avril.

Le putsch et ses conséquences

Le putsch a pour effet immédiat d'affaiblir la position du capital financier et rentier, à la fois en lui retirant le contrôle de l'appareil d'Etat, et par ses répercussions indirectes. Le secteur colonial est sacrifié, d'abord en Guinée, puis au Mozambique, et finalement en Angola. Les banques sont nationalisées pour permettre la modernisation du crédit (opération qui, on le verra, va entraîner ses auteurs plus loin qu'ils ne pensaient sans doute aller). En outre, la réforme agraire ébauchée par le Gouvernement provisoire est rapidement dépassée, sur le terrain, par l'occupation "sauvage" d'une grande partie des latifundia par les ouvriers agricoles du Sud (2).

Mais le capital industriel ne tardera pas à subir, lui aussi, les conséquences des bouleversements qu'il avait contribué à déclencher. Dès avant le 25 avril, des grèves dures avaient traduit la détermination de la classe ouvrière portugaise et ses capacités d'auto-organisation, et confirmé l'inadaptation définitive du salazarisme vis-à-vis de la situation de classe au Portugal (3).

---

(1) A ce sujet, voir "La fin d'un régime" dans la brochure "Portugal - L'autre combat - Classes et conflits dans la société portugaise" Spartacus, 1975.

(2) Il n'existe aucune statistique quant à l'importance des occupations. Selon les évaluations couramment admises, elles auraient porté au total sur 700.000 ha, ce qui correspondrait au tiers environ de la superficie des grandes propriétés. Dans l'Alentejo, il semble que 380.000 ha, soit environ la moitié des terres cultivables, aient été occupées. Les problèmes que posent ces occupations seront évoqués plus loin.

(3) Voir Lutte de Classe de septembre/octobre 1973 et avril 1974 au sujet de la grève de la T A P en 1973 et des mouvements de plus grande envergure du premier trimestre 1974.

Dans certains cas, ces grèves avaient entraîné une sensible revalorisation de la force de travail, limitée toutefois aux entreprises les plus modernes. Mais dans la période qui suit le 25 avril, la paralysie partielle des organes de répression permet une véritable explosion des luttes revendicatives, qu'en outre aucun appareil syndical ne canalise dans l'immédiat. Il en résulte une revalorisation spectaculaire des couches les plus mal payées de la classe ouvrière, la hausse des salaires étant d'autant plus forte qu'au départ ceux-ci étaient plus bas (cf. Tableau 8).

TABLEAU 8

EVOLUTION DES ECARTS DE SALAIRES

	% d'augmentation (décembre 1973 à décembre 1974)	Salaires relatifs construction navale = 100	
		décembre 1973	Décembre 1974
Construction navale	43	100	100
Industrie automobile	50	99	103
Industrie du verre	76	59	72
Industrie textile	77	37	46
Bonneterie	59	30	33
Conserverie	125	28	44

A terme, cette réduction des écarts de salaire jouait en faveur du secteur moderne de l'économie, en rendant intenable la situation des entreprises archaïques, qui ne survivaient que par la surexploitation de la force de travail. L'ennui, pour les capitalistes, c'est que la pression ouvrière s'était traduite, non seulement par une certaine homogénéisation des salaires, mais par une hausse massive, allant de 40 à plus de 100 %, à laquelle s'ajoutaient d'importants "avantages sociaux", tels que le 13ème mois et les allocations de chômage. Combinée avec la chute de la production que provoquait la récession mondiale, cette explosion entraînait un effondrement de la plus-value : malgré la hausse des prix, le salaire réel augmentait, alors que la productivité diminuait, détruisant de fond en comble la rentabilité du capital (1).

Conjuguée avec le retour des rapatriés d'outre-mer et d'une partie des travailleurs émigrés, victimes de la récession dans les pays d'accueil, la baisse de la production entraînait un fort accroissement du chômage, qui finissait par atteindre quelque 15 % de la population active.

...

(1) On ne peut naturellement prendre au pied de la lettre les déclarations officielles selon lesquelles la masse des salaires aurait été l'an dernier égale au Produit National Brut. Mais, quoique techniquement absurdes, ces déclarations reflètent bien la panique des capitalistes devant le tarissement des sources de l'accumulation.

Cependant, compte tenu des caractéristiques générales de la situation de classe, il n'en résultait pas de tendance à la modération de la hausse des salaires. Bien au contraire, les travailleurs menacés de licenciement passaient à l'action directe contre le patron ou ses représentants. S'ajoutant aux manifestations d'indiscipline auxquelles donnait prétexte, depuis le 25 avril, l'épuration des cadres des entreprises de leurs éléments les plus compromis avec le salazarisme, les occupations d'usines en difficulté obligeaient le Gouvernement provisoire à intervenir pour rétablir tant bien que mal une certaine "hormalité" par la nomination d'administrateurs provisoires (1).

L'intervention de l'Etat

Mais ce n'était pas là le seul facteur conduisant à une étatisation progressive de l'industrie. Un autre, bien plus important, était la gravité même de la crise, qui se traduisait à la fois par des bilans déficitaires et par un manque aigu de liquidités dans les caisses des entreprises. Acculées à la faillite, celles-ci n'étaient maintenues en vie que par des injections de fonds publics ou de crédits bancaires, eux-mêmes consentis à l'instigation de l'appareil d'Etat.

Dans ces conditions, la nationalisation pouvait apparaître comme la simple reconnaissance formelle d'un état de fait. A ces étatisations occasionnelles s'ajoutait l'effet indirect de la nationalisation des banques, dont les portefeuilles de titres faisaient de l'Etat, pour ainsi dire à son insu, l'actionnaire principal d'une série d'entreprises importantes. Il était tentant pour des candidats au pouvoir de miser sur la généralisation et la permanence de cette expropriation du capital privé, et c'est ainsi que la question fut présentée durant la période "gonçalviste" du Gouvernement provisoire. Nous verrons plus loin que les prétentions des apprentis-capitalistes d'Etat dépassaient largement la solidité de leurs assises dans la société portugaise. Mais dans l'immédiat la crise avait pour effet de faire passer sous le contrôle de l'Etat près des deux tiers de l'industrie.

Cependant, l'intervention de l'Etat ne pouvait faire apparaître une plus-value inexistante. Le "renflouement" des entreprises à coups de subventions et de crédits, combiné avec la faiblesse des rentrées fiscales, se traduisait par un énorme déficit budgétaire (évalué à environ 5 % du P N B en 1974, et sans doute bien davantage en 1975) et une création accélérée de monnaie, qui alimentait une hausse des prix de l'ordre de 30 % par an.

Détérioration de la balance des paiements

La production refusant obstinément de répondre à la demande - parfois, comme dans l'agriculture, par suite d'une capacité insuffisante, et beaucoup plus souvent parce que les perspectives de rentabilité étaient plus que médiocres - les importations montaient en flèche (cf. Tableau 9). Tandis que la hausse des salaires entraînait le doublement des importations de produits alimentaires, les achats de machines et de matériel de transport augmentaient moins que ne l'aurait impliqué la seule hausse des prix mondiaux, ce qui reflétait la baisse de l'accumulation au Portugal. De plus le capital portugais, comme celui des pays les plus avancés, payait son tribut aux rentiers du pétrole et, dans une moindre mesure, aux autres détenteurs de richesses minières, en voyant tripler le coût de ses importations de produits minéraux et doubler celui des métaux.

---

(1) Dans bien des cas, l'agitation entretenue par des minorités gauchistes ou staliniennes n'avait pas d'autre objectif.

Par contre, la hausse des prix portugais dépassant nettement la moyenne mondiale, les exportations se montraient nettement moins dynamiques, et le déficit du commerce extérieur, déjà sensiblement aggravé avant le 25 avril, s'élevait en 1974 aux environs de 2 milliards de dollars. Or, simultanément, les recettes touristiques et les envois des travailleurs émigrés qui précédemment couvraient le déficit des mouvements de marchandises, diminuaient sous l'effet de la récession mondiale et des incertitudes que provoquait l'impétuosité apparente de l'agitation sociale au Portugal. Comme d'autre part les entrées de capitaux étrangers, non seulement ne se poursuivaient pas, mais faisaient place à un reflux, l'ensemble de la balance des paiements se soldait par un déficit annuel d'un milliard de dollars, dont le règlement épuisait les réserves de devises de la banque centrale (1).

Certes, le stock d'or constitué du temps de Salazar était à peine entamé à la fin de l'an dernier, et représente au cours actuel plus de trois milliards de dollars. Mais sa liquidation, qui laisserait le capital portugais absolument sans défense devant les oscillations de la conjoncture interne et internationale, ne pourrait être envisagée que comme une solution de désespoir (2).

TABLEAU 9

EVOLUTION DU COMMERCE EXTERIEUR (en milliards d'escudos) (a)

	1971	1972	1973	1974
1) Importations totales, dont :	50,9	59,6	73,2	113,3
Produits agricoles et alimentaires	7,6	9,3	11,5	20,9
Produits minéraux	4,9	4,4	4,7	15,4
Produits chimiques	5,8	7,7	9,1	13,0
Métaux	5,0	4,9	6,5	12,1
Machines et matériel de transport	16,0	20,2	23,2	28,8
2) Exportations totales,	29,7	35,1	44,8	57,5
3) Différence (1 - 2) (b)	21,2	24,5	28,4	55,8

(a) Selon les périodes, un dollar représente entre 25 et 30 escudos

(b) Cette différence est supérieure au déficit commercial réel, car la valeur des importations comprend le coût du transport jusqu'au Portugal, alors qu'en sens inverse les frais de transport ne sont pas inclus dans la valeur des exportations. Néanmoins, l'évolution reflète en gros celle du déficit commercial réel.

...

(1) Les statistiques actuellement disponibles indiquent pour 1975 un déficit à peine inférieur à celui de 1974

(2) Rappelons en effet que, si un Etat peut fabriquer à volonté une monnaie ayant cours légal sur son propre territoire, il n'en est pas de même de la monnaie internationale, seule acceptée en paiement sur le marché mondial. Voir à ce sujet "La crise monétaire", Lutte de Classe mars et avril 1975.

Restait donc à faire appel au crédit international, ce que le Gouvernement provisoire ne manquait pas de faire avec insistance. Mais si durant la présidence de SPINOLA les capitalistes étrangers s'étaient montrés disposés à renflouer leurs collègues portugais, leur empressement diminuait très sensiblement durant la période suivante, marquée par les occupations de terres et d'usines et l'extension foudroyante des nationalisations. Le boycottage du Portugal par la finance internationale s'ajoutait ainsi aux tensions que connaissait d'ores et déjà l'économie portugaise pour rendre plus qu'urgente la définition d'un régime stable, aux lieux et place du chaos existant.

III - QUELLE SOLUTION ?

Vue selon sa trajectoire essentielle, l'évolution du Portugal depuis le 25 avril apparaît comme la tentative d'un capital sous-développé pour passer à un stade supérieur, garantissant sa rentabilité à long terme. Toutefois, cette tentative s'est heurtée à l'aggravation de la crise mondiale du capitalisme - marquée par la profondeur de la récession de 1974 - 1975 - et à l'activité de classe du prolétariat portugais, à la fois reflet et facteur d'intensification de la crise.

Il fallait néanmoins porter les lunettes des idéologues patentés du gauchisme pour s'imaginer un seul instant que la "révolution" portugaise pouvait conduire à la victoire de la classe ouvrière.

Les limites de l'action de classe

C'était oublier tout d'abord que le prolétariat portugais, produit d'une situation spécifique, est loin d'être homogène. Certes, en de nombreuses occasions, les travailleurs - par des grèves sauvages ou des séquestrations - ont retrouvé et prolongé l'acquis du mouvement de classe (1) Mais il faut bien voir que, dans l'ensemble, ces actions sont restées dispersées et fragmentaires. D'un côté, une certaine base ultra-gauche a tendu à s'accroître, dans la mesure où le Portugal est en rapport avec le capitalisme mondial ; dans la mesure, également, où le régime précédent avait interdit l'existence de syndicats médiateurs ; d'où une expérience de luttes très dures, souvent sauvagement réprimées. De l'autre, souvent dans les petites entreprises, subsiste un esprit de type XIXème siècle, avec des ouvriers qualifiés, travaillant dans une ambiance paternaliste : base objective pour une idéologie confuse où voisinent encore les illusions sur les coopératives, le syndicalisme révolutionnaire, voire le capitalisme d'Etat. Si une certaine proportion (variable selon les moments) de la classe ouvrière a pu dépasser la simple revendication de type syndical, ce n'était en tout état de cause qu'une minorité n'ayant pas la possibilité d'entraîner la masse du prolétariat. Si donc les actions ouvrières ont été souvent assez fortes pour court-circuiter des tentatives démocratiques bourgeoises, elles ne l'ont pas été assez pour imposer leur propre solution (2).

...

(1) On en trouvera maints exemples dans la brochure "Portugal, l'autre combat", déjà citée.

(2) On pourra lire à ce sujet l'article "De l'incertitude à la fin des illusions" (revue Spartacus, Novembre - Décembre 1975).

Mais la raison la plus fondamentale de l'échec prévisible de l'action de classe se situait ailleurs qu'au Portugal : c'est qu'une issue prolétarienne est inconcevable dans un cadre national, en dehors d'une crise révolutionnaire mondiale qui n'est pas encore pour aujourd'hui (1). Si les mouvements ouvriers radicaux ont cessé au Portugal, c'est bien parce que rien, en dehors des frontières, ne pouvait donner à la situation portugaise une autre issue. Dans la mesure où le prolétariat mondial n'a pas poursuivi le mouvement qui s'amorçait, le reflux était inévitable.

Dès lors, la seule question qui se posait était celle des conditions dans lesquelles s'effectuerait la normalisation capitaliste, qui outre son aspect essentiel (reprise des avantages temporairement conquis par les travailleurs) comportait théoriquement des modalités diverses, quant au type de superstructure politique à mettre en place et quant à ses bases sociales.

Les obstacles à un capitalisme avancé

Si de prime abord l'écroulement du salazarisme avait semblé ouvrir la voie au développement d'un capitalisme avancé, couronné par l'institution de la démocratie parlementaire - régime soutenu aussi bien par les principaux groupes industriels portugais que par les chefs de file du capital mondial - les obstacles qui se dressent à l'encontre d'une telle évolution apparaissent, en fait, comme quasiment insurmontables.

Tout d'abord, bien qu'affaiblis, les secteurs arriérés de l'économie portugaise n'ont nullement disparu. L'expropriation d'une grande partie des latifundistes ne suffisait pas pour résoudre la question agraire. Occupés par les ouvriers agricoles, les grands domaines ont été convertis en exploitations coopératives, plus ou moins soutenues par l'Etat qui leur dispense - en général fort parcimonieusement - assistance technique et soutien financier. Or ce type d'organisation est à la longue incompatible avec une économie de marché, surtout lorsqu'il ne s'accompagne pas d'investissements massifs, dont on se demande comment le capital portugais pourrait aujourd'hui les financer (2).

Le problème se complique en outre considérablement du fait des oppositions d'intérêt entre les diverses couches de la paysannerie. Si dans l'immédiat le statut de coopérateur peut sembler avantageux aux ex-salariés, il n'en est pas de même pour les métayers et les fermiers du Sud, qui dans l'ensemble se montrent hostiles à la réforme agraire dans ses modalités actuelles. A plus forte raison, la collectivisation apparaît comme une menace aux petits exploitants du Nord, qui se sont rangés inconditionnellement derrière les latifundistes pour défendre contre les "rouges" le sacro-saint droit de propriété.

; ...

---

(1) En effet, le lieu où se déclenche l'affrontement ne joue qu'un rôle de détonateur. Tout dépend d'une situation d'ensemble qui poussera ou non les travailleurs des autres pays à reprendre à leur compte le mouvement amorcé quelque part. La révolution n'a pas de sens dans un cadre national.

(2) Sans même parler des problèmes que poserait le manque de main d'oeuvre qualifiée, dans un pays où 68 % de la population rurale sont illettrés.

De manière plus prosaïque, du reste, les petits propriétaires ne peuvent pas voir d'un bon oeil les coopératives leur faire concurrence à l'aide des facilités de crédit et du réseau de commercialisation mis à leur disposition par l'appareil d'Etat. Ces tiraillements, fruits de la dualité des structures agraires portugaises, ont eu pour effet de bloquer la réforme agraire, et même de la remettre partiellement en cause.

Rappelons d'autre part que dans l'industrie - pour ne pas parler du secteur improductif - la majorité de la force de travail continue de relever d'entreprises passablement archaïques. Certes, il en était de même, à un certain stade de leur développement, des pays actuellement les plus avancés. Il n'existe aucune raison de principe qui interdise au Portugal de s'engager à son tour dans la voie suivie par la France ou l'Italie, ou plus récemment par l'Espagne.

Mais, comme on l'a déjà fait remarquer, une telle évolution suppose une conjoncture mondiale favorable, qui précisément brille par son absence. S'il est en effet raisonnable de supposer que le capitalisme mondial connaitra durant un an ou deux un certain accroissement de la production et des échanges, on peut considérer comme exclu que ce redressement ait pour effet de rétablir un taux de profit permettant la reprise de l'accumulation sur une échelle un tant soit peu comparable à celle des 20 premières années de l'après-guerre. Dans ces conditions, la rémission ne pourra être que limitée dans sa durée et son ampleur, et après une euphorie passagère - qui donnera aux tenants de l'impossibilité des crises dans le capitalisme moderne l'occasion de se ridiculiser un peu plus - la crise rebondira avec une force redoublée, étouffant dans l'oeuf toute tentative de "développement" des pays arriérés.

Les obstacles au capitalisme d'Etat

Ces problèmes n'avaient pas échappé à l'attention des bureaucraties politico-syndicales qui proliféraient au Portugal depuis le 25 avril. Une partie d'entre elles, en liaison avec certaines fractions du prolétariat et avec des éléments aventuristes du corps des officiers, en avaient déduit la possibilité d'établir au Portugal un véritable capitalisme d'Etat, à direction bureaucratique. De fait, pendant quelques mois, la nationalisation des banques, l'étatisation de la majeure partie de l'industrie et la formation d'exploitations agricoles ressemblant à des kolkhoses avaient pu faire croire à la victoire d'un tel régime. Mais ces succès étaient de ceux dont se glorifiait Pyrrhus.

Non seulement la résistance des paysans posait de graves problèmes à une armée incapable de les réprimer, du fait même de sa composition sociale, mais l'existence d'une industrie moderne de dimensions importantes faisait du capitalisme d'Etat une vue de l'esprit, plutôt qu'une force sociale réelle. Ce n'est pas un hasard, en effet, si le capitalisme d'Etat ne s'est implanté que dans des pays où l'organisation moderne de la production - la domination entière du capital sur le travail vivant - n'existe pas, si ce n'est à titre de curiosité. Dans un pays où l'industrie taylorisée est déjà une réalité massive, un tel régime impliquerait une régression des forces productives qu'aucune société contemporaine ne saurait supporter (1).

(1) Voir à ce sujet "Marché et Planification", Lutte de Classe, janvier et février 1976.

C'est cette réalité sous-jacente que traduit l'échec pitoyable de la gestion du secteur nationalisé au Portugal. Par delà les manifestations de l'indiscipline ouvrière, y compris sous leurs aspects les plus folkloriques, apparaît une tendance irrépressible au démembrement du capital étatisé, à son retour dans le giron du capitalisme de marché, que les récentes mesures de reprivatisation n'ont fait que sanctionner.

Il va de soi que la pression de la bourgeoisie mondiale - qui reste la couche sociale dominante de l'ensemble du capitalisme, de même que le marché en est toujours la forme d'organisation dominante - n'a pas peu contribué à la défaite des candidats-bureaucrates. Un capitalisme aussi étroitement intégré au marché mondial que celui du Portugal ne pouvait, sous peine d'asphyxie, se payer le luxe de s'en séparer. Et quant à chercher un relais du côté de la branche "orientale" du capitalisme, c'est là encore une utopie pour une économie dont un secteur considérable a définitivement dépassé le stade de la grande industrie mécanisée. Mais la facilité même avec laquelle fut acquise la défaite de ses partisans confirme que le capitalisme d'Etat n'enfonçait que de maigres racines dans le terreau de la société portugaise (1).

Le fascisme C'est en partie pour la même raison que l'on peut considérer comme peu probable le triomphe, au Portugal, d'un régime fasciste au sens strict du terme, c'est-à-dire d'une forme bourgeoise du capitalisme d'Etat (2). Sans doute un tel régime ne se heurterait-il pas à l'hostilité de la bourgeoisie mondiale, tout au moins pas au même degré qu'un capitalisme d'Etat intégralement bureaucratique. Il n'en serait pas moins inadapté à la situation de classe au Portugal. En effet, la création d'un appareil autonome, capable de discipliner l'ensemble de la bourgeoisie, quitte à en sacrifier certains éléments - création qui est politiquement l'essence même du fascisme - n'est concevable que lorsque les divergences d'intérêt au sein de la classe dirigeante ne sont pas trop importantes. Quand, au contraire, comme c'est le cas au Portugal, elles sont fondamentales ; - et cela en raison même de l'importance d'un secteur moderne développé - un jeu politique plus réel devient nécessaire. Ainsi, actuellement, les conditions sont loin d'être réunies pour le capitalisme d'Etat, sous quelque forme que ce soit.

; ...

---

(1) Si par contre Cuba avait pu passer de l'emprise du capital américain à celle du capital russe, c'est d'abord parce que rien dans sa structure sociale ne s'opposait à une telle mutation.

(2) Il convient sans doute de considérer le fascisme, non comme une forme éternelle de la domination politique, mais comme une forme historiquement très circonscrite d'organisation du capital, exprimant l'incapacité temporaire d'un capitalisme centré sur la grande industrie mécanisée à passer à un stade plus avancé. Sous cette forme "pure", on peut dire que le seul véritable fascisme a été le régime hitlérien, même si des tendances analogues à la régression vers un capitalisme étatisé sont apparues dans des pays autres que l'Allemagne des années 30. C'est donc par un abus de langage que l'on a pu - y compris parfois dans "Lutte de Classe" - parler de "fascisme" à propos de régimes tels que le franquisme ou le salazarisme.

La normalisation Pourtant, la situation ne pouvait demeurer éternellement bloquée, alors que, dans le contexte économique actuel, c'était tout bonnement un problème de subsistance et de survie physique qui ne pouvait manquer de se poser à très brève échéance. A défaut d'une solution véritable - il n'en est plus aujourd'hui pour le capitalisme - quel replâtrage pouvait-on raisonnablement attendre, et par quel processus ? Là encore, comme au 25 avril, dans la mesure où la classe capitaliste n'est pas homogène et où, en conséquence, les capitalistes ne sont pas d'accord pour se laisser imposer n'importe quoi sous prétexte de défense contre les ouvriers, la seule force susceptible d'intervenir ne peut être que l'armée qui, contrairement au parti fasciste, reflète et représente en elle-même les intérêts contradictoires de la bourgeoisie. Dans cette perspective, un régime doté d'un vernis démocratique plus ou moins accentué selon les circonstances, mais où l'armée joue (comme en Argentine ou en Turquie) le rôle de dernier recours, est seul susceptible de permettre une certaine expression des contradictions internes de la bourgeoisie, pour couvrir un développement limité à quelques secteurs très étroits de l'économie, aidés par des subventions, des protections, éventuellement aussi de nouveaux investissements étrangers, une fois la "confiance" revenue. Un Gouvernement musclé, en somme, pour une stagnation relative : car l'accumulation, de toutes façons, ne pourra aller très loin.

Ce régime trouve une base populaire et un appui dans des forces sociales disparates mais bien réelles : petits paysans propriétaires du Nord, classes moyennes salariées et non salariées, rapatriés .... autant de forces qui gravitent dans le P.S. et à sa droite, et qui représentent au total une bonne moitié de la population. Cette base peut d'ailleurs être étendue par une réforme agraire donnant la terre aux paysans du Sud, moyennant indemnisation des latifundistes (qui deviendraient dès lors de vrais capitalistes) et par des dénationalisations assurant au nouveau régime l'appui du capital avancé (1).

Cette politique avait comme préalable la reconstitution d'une armée disciplinée et débarrassée de ses minorités aventuristes. Le processus, bien engagé lors de la préparation du contre-putsch du 25 novembre dernier, a été depuis mené à terme par l'épuration du haut commandement et la démobilisation de près de la moitié de la troupe. Avec la mise au point d'une nouvelle façade constitutionnelle, on peut considérer la "normalisation" comme un fait pratiquement accompli, qui d'ores et déjà trace des limites à l'activité de classe du prolétariat (2).

...

(1) C'est ainsi, par exemple, que l'entreprise textile Manuel Gonçalves - une des plus importantes du Portugal - a récemment été rendue à ses propriétaires

(2) La bourgeoisie internationale ne s'y est pas trompée : depuis quelques mois, elle ouvre largement ses coffres au Gouvernement Pinheiro de Azevedo, qu'à la veille du 25 novembre tant de commentateurs mal inspirés donnaient pour politiquement battu.

En effet, aussi spectaculaire qu'elle ait été par moments, cette activité reflétait avant tout l'effondrement temporaire des conditions "normales" de travail et d'existence. Les problèmes qui se posaient n'étaient pas encore ceux de la révolution communiste mondiale, mais bien au contraire ceux d'un pays arriéré dans lequel les marges de développement capitaliste seraient encore considérables s'il n'y avait pas la situation internationale pour le bloquer. Tout ceci donnera une idée des possibilités actuelles de "développement" des pays sous-développés, dont la situation est analogue à celle du Portugal, quand elle n'est pas bien pire.

On remarquera, d'autre part, que dans toute cette analyse il n'a jamais été question des efforts qu'auraient déployés les capitalistes pour inventer une quelconque "mystification" destinée à tromper les ouvriers. En effet, les illusions ne naissent pas du machiavélisme des politiciens, mais des conditions matérielles d'existence des diverses classes sociales. Et ce qui les dissipe, c'est la dynamique d'une lutte solidement ancrée dans la réalité des rapports de production, et non les homélies des révolutionnaires professionnels.

Les textes publiés dans "Lutte de Classe" sont élaborés et discutés collectivement lors des réunions du G. L. A. T. Ces réunions - ouvertes à tous ceux qui sympathisent avec nos positions - ont lieu tous les jeudis à 19 h 30.

Le lieu de réunion sera communiqué sur demande adressée à notre boite postale.

Au programme des prochaines réunions figurent notamment les sujets suivants :

- La crise du capitalisme d'Etat en U R S S
- Les problèmes de la santé
- Les origines du système de production actuel (recherche historique sur la crise de la première moitié du 20ème siècle et l'introduction du taylorisme et du travail à la chaîne).

Adresse postale : Renée TOGNY
B.P. 620.09 75241 PARIS CEDEX 09

SANS AUTRE MENTION